

SCHIEDSHOF

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit Klageschrift vom 29. Dezember 1992 hat Albert Peeters, Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung M.D.T.M., wohnhaft in 4480 Engis, rue Vinave 143, Léon Mommaerts, Verwalter der besagten Gesellschaft, wohnhaft in 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, rue Tincelle 47, und die Gesellschaft mit beschränkter Haftung « Montage — Démolition — Terrassements — Matériaux », mit Gesellschaftssitz in 4480 Engis, rue Vinave 143, Klage auf Nichtigerklärung von Kapitel III von Titel III des Gesetzes vom 26. Juni 1992 über soziale und verschiedene Bestimmungen (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. Juni 1992) erhoben, das eine für das Sozialstatut der selbständig Erwerbstätigen bestimmte, einmalige Abgabe zu Lasten der Gesellschaften eingeführt hat.

Diese Rechtssache wurde unter der Nr. 506 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

MINISTÈRE DES FINANCES

[C — 3053]

Administration des contributions directes
Avis aux employeurs

La loi du 28 décembre 1992 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 3e édition) a modifié, dans le cadre de la réforme de l'épargne à long terme, le régime fiscal applicable aux cotisations personnelles versées, par voie de retenue sur les rémunérations, en exécution d'un contrat d'assurance de groupe ou d'un règlement de prévoyance extra-légal contre la vieillesse ou le décès prématuré.

A partir du 1er janvier 1993, ces cotisations ne sont plus déductibles du revenu professionnel, mais donnent lieu à une réduction d'impôt pour épargne à long terme.

En ce qui concerne le précompte professionnel, il y a lieu désormais d'agir comme suit lorsque de telles cotisations sont retenues sur la rémunération du travailleur :

1. Le précompte professionnel sera établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués des seules retenues effectuées obligatoirement en exécution de la législation sociale.

2. Sur le précompte calculé sur cette base, diminué, le cas échéant, de la réduction en faveur de l'isolé et des réductions pour charges de famille, il est accordé une réduction de précompte égale à 30 % du montant des cotisations en question.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[C — 3053]

Administratie der directe belastingen
Bericht aan de werkgevers

De wet van 28 december 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, derde uitgave) heeft in het kader van de hervorming van het lange termijnsparen het fiscaal stelsel gewijzigd dat van toepassing is op de persoonlijke bijdragen die gestort zijn in uitvoering van een groepsverzekeringscontract of van een extra-wettelijke verzorgingsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood en die door de werkgever op de bezoldigingen worden ingehouden.

Met ingang van 1 januari 1993 zijn deze bijdragen niet meer aftrekbaar van het beroepsinkomen, maar geven zij recht op een belastingvermindering voor het lange termijnsparen.

Wat de bedrijfsvoorheffing betreft, deze zal voortaan bij de inhouding van dergelijke bijdragen op de bezoldigingen van de werknemer, als volgt worden behandeld :

1. De bedrijfsvoorheffing zal vastgesteld worden op basis van werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten, verminderd met de verplichte inhoudingen gedaan ter uitvoering van de sociale wetgeving.

2. Op de op deze grondslag berekende voorheffing, eventueel verminderd met de aftrek ten gunste van de alleenstaande en met de aftrek voor gezinslasten, wordt een vermindering van de voorheffing toegekend die gelijk is aan 30 pct. van het bedrag van de bijdragen ter zake.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

[C — 12]

28 JANVIER 1993. — Circulaire POL 37 relative au statut de l'agent auxiliaire de police, remplaçant la circulaire POL 37 du 5 février 1991

A Messieurs les Gouverneurs de province,
Pour information :
A Messieurs les Commissaires d'arrondissement;
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins.

Monsieur le Gouverneur,

Le *Moniteur belge* du 22 décembre 1992 a publié la loi du 15 juillet 1992 portant modification de la nouvelle loi communale, par laquelle l'article 217 est rétabli dans une nouvelle rédaction.

Cet article précise les attributions de l'agent auxiliaire de police.

A cette occasion, j'estime opportun de supprimer la circulaire POL 37 du 5 février 1991 relative au statut administratif de l'agent auxiliaire de police et de la remplacer par la présente, afin de définir

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN

[C — 12]

28 JANUARI 1993. — Omzendbrief POL 37 betreffende het statuut van de hulpagent van politie, ter vervanging van de omzendbrief POL 37 van 5 februari 1991

Aan de Heren Provinciegouverneurs,
Ter informatie :
Aan de Heren Arrondissementscommissarissen;
Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen.

Mijnheer de Gouverneur,

In het *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1992 verscheen de wet van 15 juli 1992 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, waarbij artikel 217 werd hersteld in een nieuwe lezing.

Dit artikel stelt onder meer de bevoegdheden van de hulpagent van politie vast.

Naar aanleiding hiervan acht ik het opportuun de omzendbrief POL 37 van 5 februari 1991 betreffende het administratief statuut van de hulpagent van politie op te heffen en te vervangen door

plus clairement les attributions de l'auxiliaire de police et en outre de clarifier ou de compléter certains points de la circulaire POL 37.

Le statut de l'agent auxiliaire de police est actuellement réglé par les textes suivants :

1^o La nouvelle loi communale et plus particulièrement l'article 217 qui a été rétabli dans une nouvelle rédaction par la loi du 15 juillet 1992 modifiant la nouvelle loi communale.

2^o L'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police, modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1991.

3^o L'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale. Un article 4bis y a été inséré par l'arrêté royal du 27 décembre 1990 précité par lequel le grade d'agent auxiliaire de police est repris dans les grades du personnel de la police communale.

4^o L'arrêté royal du 27 septembre 1990 fixant l'uniforme des agents auxiliaires de police.

5^o L'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitements du personnel provincial et communal.

6^o La présente circulaire POL 37 relative au statut de l'agent auxiliaire de police, remplaçant la circulaire POL 37 du 5 février 1991.

La loi du 5 août 1992 sur la fonction de police par contre n'est pas applicable aux agents auxiliaires de police. La notion de « fonctionnaire de police » ne concerne en effet pas les agents auxiliaires de police. Tel qu'il apparaît de l'exposé des motifs en question seuls les membres des services de police énumérés à l'article 2 (de cette loi) peuvent être considérés comme des fonctionnaires de police dans le sens de cette loi, pour autant qu'ils disposent d'une compétence policière générale. Les agents auxiliaires de police ne disposent toutefois que d'une compétence très limitée, tel qu'il a été exposé dans le point I de la présente circulaire.

Les autres points de cette circulaire se rapportent à l'interdiction du port d'armes, aux normes permettant un cadre d'agents auxiliaires de police et au recrutement d'agents auxiliaires temporaires.

I. Compétences et tâches de l'agent auxiliaire de police.

Les compétences de l'agent auxiliaire de police trouvent leur base légale dans l'article 217 de la nouvelle loi communale et concernent notamment les matières suivantes :

1^o La compétence relative à la police de la circulation, est explicitement attribuée à l'agent auxiliaire de police en vertu de la loi et est fondée sur l'article 3, 1^o, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et les règlements pris en exécution de celui-ci.

J'insiste à cet égard, tout particulièrement sur le fait que l'agent auxiliaire de police n'a pas d'autres pouvoirs de police que ceux qui lui sont attribués par les dispositions légales particulières mentionnées.

2^o Le contrôle du respect des règlements de police communaux.

Cette compétence est explicitement attribuée à l'agent auxiliaire de police par l'article 217 susvisé.

3^o Une surveillance générale en dehors du champ d'application de la réglementation sur la circulation routière, notamment dans les lieux, places et parcs publics; il peut veiller à la sécurité à proximité des écoles et plus particulièrement à la sécurité des enfants. Si, au cours de cette mission de surveillance, il constate que l'intervention d'un agent de police s'impose parce qu'elle requiert un pouvoir de police général ou en raison de sa propre sécurité, il doit sur-le-champ faire appel aux agents de police en service.

4^o Des tâches administratives inhérentes au fonctionnement du corps de police, pour autant qu'il ne s'agisse pas de missions au sens du titre IV de la nouvelle loi communale. L'agent auxiliaire de police peut ainsi être chargé d'activités d'archivage, de divers travaux de bureau et éventuellement de l'accueil au commissariat de police.

L'article 217 de la nouvelle loi communale attribue à l'agent auxiliaire de police la compétence de dresser des procès-verbaux tant en matière d'infractions aux règlements de police communaux qu'en matière de plaintes et de dénonciations qu'il reçoit et qui sont relatives à ces infractions. Ces procès-verbaux seront transmis à l'autorité judiciaire compétente.

L'agent auxiliaire de police ne peut en aucun cas être engagé dans d'autres missions de police administrative ou judiciaire que celles mentionnées ci-avant.

onderhavige omzendbrief, om aldus de bevoegdheden van de hulpagent nader te omschrijven en tevens een aantal punten van de omzendbrief POL 37 te verduidelijken of aan te vullen.

Aldus wordt het statuut van de hulpagent van politie momenteel gereguleerd door de volgende teksten :

1^o De nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 217, dat bij de wet van 15 juli 1992 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet werd hersteld in een nieuwe lezing.

2^o Het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming tot hulpagent van politie, gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 januari 1991.

3^o Het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie. Hierin werd door voormeld koninklijk besluit van 27 december 1990 een artikel 4bis ingevoegd, waardoor de graad van hulpagent van politie deel uitmaakt van de graden van het personeel van de gemeentepolitie.

4^o Het koninklijk besluit van 27 september 1990 houdende vaststelling van het uniform van de hulpagenten van politie.

5^o Het koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provincie- en gemeentepersoneel.

6^o De onderhavige omzendbrief POL 37 betreffende het statuut van de hulpagent van politie, ter vervanging van de omzendbrief POL 37 van 5 februari 1991.

De wet van 5 augustus 1992 op het politieambt daarentegen is niet van toepassing op de hulpagenten. Het hierin gehanteerde begrip « politieambtenaar » slaat immers niet op de hulpagenten van politie. Zoals blijkt uit de desbetreffende memorie van toelichting kunnen enkel de leden van de politiediensten opgesomd in artikel 2 (van deze wet) politieambtenaren zijn in de zin van deze wet, voorzover zij beschikken over een algemene politiebevoegdheid. De hulpagenten van politie hebben echter een zeer beperkte politiebevoegdheid, zoals in punt I van deze omzendbrief wordt uiteengezet.

De overige punten van dit rondschrijven hebben betrekking op het verbod van wapendracht, de normen die een formatie van hulpagenten van politie toelaten, en de aanwerving aan tijdelijke hulpagenten.

I. Bevoegdheid en taken van de hulpagent van politie.

De bevoegdheid van de hulpagent vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 217 van de nieuwe gemeentewet en betreft met name de volgende materies :

1^o De bevoegdheden inzake de politie op het wegverkeer, die aan de hulpagent expliciet zijn toegekend krachtens de wet en steunend op artikel 3, 1^o, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en de ter uitvoering daarvan genomen reglementen.

Ik wens hierbij ten sterkste te benadrukken dat de hulpagent van politie over geen andere politiebevoegdheden inzake wegverkeer beschikt dan deze die hem door de genoemde bijzondere wettelijke bepalingen worden toegekend.

2^o Het toezicht op de naleving van gemeentelijke politieverordeningen.

Deze bevoegdheid wordt uitdrukkelijk aan de hulpagent toegekend door het bedoelde artikel 217.

3^o Een algemeen veiligheidstoezicht buiten het toepassingsgebied van het verkeersreglement, namelijk in openbare plaatsen, pleinen en parken; de hulpagent kan toezien op de veiligheid in de nabijheid van scholen en in het bijzonder op de veiligheid van de kinderen. Indien hij tijdens de uitoefening van dit veiligheidstoezicht zou vaststellen dat de tussenkomst van een politieagent noodzakelijk is omdat die beschikt over een algemene politiebevoegdheid of omwille van zijn eigen veiligheid, dient hij onverwijld beroep te doen op de dienstdoende politieagenten.

4^o Administratieve taken inherent aan de werking van het politiekorps, in zoverre het niet gaat om opdrachten in de zin van titel IV van de nieuwe gemeentewet. Zo kan de hulpagent belast worden met archiefwerkzaamheden, dactylografie, diverse kantoorwerken en eventueel het onthaal op het politiecommissariaat.

Artikel 217 van de nieuwe gemeentewet geeft de hulpagent de bevoegdheid om proces-verbaal op te maken zowel inzake inbreuken op de gemeentelijke politieverordeningen als inzake klachten en aangiften die bij hun worden ingediend en die betrekking hebben op deze inbreuken. Deze processen-verbaal zullen worden toegezonden aan de bevoegde gerechtelijke overheid.

De hulpagent mag in geen geval worden ingezet voor andere opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie dan diegene hiervoor vermeld.

Il est dès lors clair que l'agent auxiliaire de police comme membre de la police communale ne dispose que d'une compétence limitée dans des matières bien définies. Par son intervention ordonnatrice, médiatrice et éventuellement verbalisante, l'agent auxiliaire de police contribuera à l'ordre et à la paix dans la communauté dans ces matières qui relèvent de sa compétence.

Cette compétence limitée implique aussi que l'agent auxiliaire de police ne sera pas engagé dans la lutte contre la criminalité, cette lutte dépassant en effet les matières relevant de sa compétence.

II. Interdiction du port d'armes.

Compte tenu de la nature des tâches dévolues à l'agent auxiliaire de police, il lui est interdit formellement de porter une quelconque arme dans l'exercice de ses fonctions. Cette interdiction a été prévue par l'article 8 de l'arrêté royal du 27 décembre 1990 fixant l'uniforme des agents auxiliaires de police ainsi qu'à l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique. Il s'agit d'une interdiction générale de port d'armes, c'est-à-dire que tant les armes à feu que les armes blanches sont interdites. L'usage du gaz lacrymogène comme moyen légal d'auto-défense est également interdit, puisqu'il a été repris dans la liste des armes mentionnées à l'article 1 de l'arrêté royal du 30 juillet 1981 réglant les normes de l'armement de la police communale.

Par ailleurs j'estime indispensable que l'agent auxiliaire de police soit équipé d'une radio portative.

Je souhaite néanmoins insister sur le fait que les mesures nécessaires doivent être prises afin de garantir la sécurité de l'agent auxiliaire de police et ce en fonction des tâches qui lui sont confiées, des lieux et/ou des conditions dans lesquelles il les exerce et des besoins du service. Dans certains cas il pourrait être indiqué qu'un agent auxiliaire de police exerce ses missions accompagné d'un collègue auxiliaire de police ou que, pour des raisons de sécurité, il ne soit pas mis en oeuvre à certains endroits ni à certains moments.

Le bourgmestre est responsable de la stricte application de cette interdiction du port d'armes. Le cas échéant l'engagement d'agents auxiliaires de police à des tâches pour lesquelles ils ne sont pas compétents ainsi que le non-respect de l'interdiction du port d'armes peuvent entraîner des conséquences graves dans le domaine de la responsabilité civile de la commune.

III. Normes permettant un cadre d'agents auxiliaires de police.

Pour autant qu'il soit justifié de manière fonctionnelle, un cadre d'agents auxiliaires de police peut être prévu :

a) Dans les communes dont le cadre du personnel de police prévu comporte 50 membres au moins, le personnel technique et administratif éventuel non compris.

b) Dans les communes dont le cadre du personnel de police prévu comporte moins de 50 membres mais qui organisent un service de permanence et d'intervention 24 heures sur 24, éventuellement en collaboration avec d'autres communes.

c) Dans les autres communes, et notamment aux conditions suivantes :

1^o le nombre d'agents effectifs du cadre de base, y compris les aspirants et les agents de police stagiaires ne peut être inférieur à 85 % du nombre d'emplois prévus.

2^o l'établissement d'un cadre d'agents auxiliaires doit être accompagné d'une majoration proportionnelle des heures d'ouverture du commissariat de police à moins que cela n'ait déjà été fait au cours des 6 derniers mois.

Le nombre d'emplois dans un cadre d'agents auxiliaires comprend au maximum 15 % du nombre d'emplois prévus au cadre de base du personnel de police. Le résultat des différents calculs est arrondi à l'unité supérieure.

Le point c, 2^o, peut être éclairci à l'aide de l'exemple suivant :

* Le cadre de base de la commune X prévoit 22 emplois. 20 agents effectifs sont en service c'est-à-dire que 85 % des emplois sont pourvus de titulaires.

* Un cadre éventuel d'agents auxiliaires peut comprendre au maximum 15 % des emplois prévus du cadre de base : 15 % de 22 = 3,30 ou arrondi 4 emplois d'agent auxiliaire.

* Il est décidé de créer un cadre de 2 agents auxiliaires :

2 emplois sur 22 = 9,09 % ou arrondi 10 %.

Dans cet exemple le temps d'ouverture du commissariat de police doit être majoré d'au moins 10 %.

Het is derhalve duidelijk dat de hulpagent van politie als lid van de gemeentepolitie slechts over een beperkte bevoegdheid beschikt in wel omschreven materies.

Door zijn regeland, ordenend, bemiddelend en eventueel verbaliserend optreden, zal de hulpagent van politie meewerken aan de orde en rust in de gemeenschap in die materies die tot zijn bevoegdheid behoren.

Deze beperkte bevoegdheid houdt ook in dat de hulpagent van politie niet mag ingezet worden voor criminaliteitsbestrijding, vermits dit een wezenlijke politietaak is waarvoor de eigenlijke politiediensten instaan.

II. Verbod van wapendracht

Rekening houdend met de aard van de aan de hulpagent van politie toegewezen taken, is het hem formeel verboden enig wapen te dragen tijdens de uitoefening van zijn dienst. Dit verbod werd ingesteld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende vaststelling van het uniform van de hulpagenten van politie evenals bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht. Het betreft een algemeen verbod tot wapendracht, d.w.z. dat zowel vuurwapens als blanke wapens verboden zijn. Ook het gebruik van traangas als wettig zelfverdedigingsmiddel is verboden aangezien dit werd opgenomen in de lijst van de wapens vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1981 tot regeling van de bewapeningsnormen van de gemeentepolitie.

Anderzijds acht ik het volstrekt noodzakelijk de hulpagent van politie uit te rusten met een draagbare radio.

Nochans wens ik er de nadruk op te leggen dat de nodige maatregelen moeten getroffen worden om de veiligheid van de hulpagent van politie te waarborgen, en dit in functie van de hem toegewezen taken, van de plaats en/of de omstandigheden waarin hij deze uitoefent, en van de dienstonoedigheden. Zo kan het in sommige gevallen aangewezen zijn dat een hulpagent zijn opdrachten vervult samen met een collega-hulpagent, of dat hij om veiligheidsredenen op sommige plaatsen of tijdstippen niet ingezet wordt.

De burgemeester is verantwoordelijk voor een strikte toepassing van dit verbod tot wapendracht. In voorkomend geval kan het inzetten van de hulpagenten voor taken waarvoor zij niet bevoegd zijn evenals de niet-naleving van het verbod tot wapendracht ernstige gevolgen hebben op het vlak van de burgerlijke aansprakelijkheid van de gemeente.

III. Normen die een formatie van hulpagenten van politie toelaten.

Mits functioneel verantwoord, kan een formatie van hulpagenten van politie opgericht worden :

a) In de gemeenten waar de voorziene formatie van het politiepersoneel uit minstens 50 leden bestaat, eventueel logistiek en administratief personeel niet meegerekend.

b) In de gemeenten waar de voorziene formatie van het politiepersoneel uit minder dan 50 leden bestaat, doch waar 24 uur op 24 een permanentie- en interventiedienst wordt ingericht, eventueel in samenwerking met andere gemeenten.

c) In de overige gemeenten, en wel onder de volgende voorwaarden :

1^o het aantal effectieve agenten van de basisformatie, aspiranten en stagedoende politieagenten inbegrepen, mag niet minder bedragen dan 85 % van het aantal voorziene betrekkingen.

2^o de instelling van een formatie van hulpagenten moet gepaard gaan met een evenredige verhoging van de openingstijd van het politiecommissariaat, tenzij dit reeds gebeurde tijdens de voorbije 6 maanden.

Het aantal betrekkingen in een formatie van hulpagenten van politie bedraagt maximum 15 % van het aantal voorziene betrekkingen in de basisformatie van het politiepersoneel, d.w.z. politieagenten, politieagenten-brigadier en politieagenten hoofdbrigadier. Het resultaat van de diverse berekeningen wordt naar boven afgerond.

Punt c, 2^o, kan worden verduidelijkt aan de hand van volgend voorbeeld :

* De basisformatie van de gemeente X voorziet 22 betrekkingen. Er zijn 20 effectieven in dienst, d.w.z. dat meer dan 85 % van de betrekkingen wordt bekleed.

* Een eventuele formatie van hulpagenten mag maximaal 15 % van de voorziene betrekkingen van de basisformatie bedragen :

15 % van 22 = 3,30 of afgerond 4 betrekkingen van hulpagent.

* Er wordt beslist een formatie van 2 hulpagenten op te richten :

2 betrekkingen op 22 = 9,09 % of afgerond 10 %.

In dit voorbeeld moet de openingstijd van het politiecommissariaat met minstens 10 % worden verhoogd.

Le cadre des agents auxiliaires de police est totalement dissocié du cadre de base des agents de police dont le nombre d'emplois conditionne le nombre d'emplois dans les grades d'inspecteur ou d'inspecteur principal de police.

Ce nombre n'intervient pas dans le calcul des quotes-parts de la commune dans les interventions financières qui lui sont accordées en application de l'arrêté royal (II) du 27 septembre 1989 fixant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour l'équipement de leur corps de police.

IV. Engagement d'agents auxiliaires de police temporaires.

Les communes qui, durant la saison touristique, voient le chiffre de leur population s'accroître de manière conséquente, pourront engager des agents auxiliaires de police pour la durée de 4 mois au maximum. L'engagement de ce personnel temporaire doit être justifié par l'augmentation du chiffre de la population observée au cours de la saison touristique des dernières années.

En outre, les communes qui suite à des événements extraordinaires qui dureront plus longtemps que quatre mois prévoient un accroissement important de visiteurs, pourront également engager des agents auxiliaires temporaires pour la durée de cet événement.

En ce qui concerne les conditions et la procédure de recrutement pour ces agents auxiliaires temporaires j'estime nécessaire que les dispositions de l'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police soient respectées, notamment celles relatives à la formation, visée aux articles 5, § 2, et 6, et à la réussite de l'examen en question.

Un stage pratique tel que défini à l'article 5, § 3, de l'arrêté ne doit pas être rendu obligatoire compte tenu de la courte période d'emploi et compte tenu du fait que ce stage est surtout imposé en vue d'une nomination définitive.

En outre les agents auxiliaires de police temporaires doivent porter l'uniforme. L'arrêté royal du 27 décembre 1990 fixant l'uniforme des agents auxiliaires de police est intégralement applicable aux agents auxiliaires temporaires.

Enfin, je souhaite attirer l'attention sur le fait que les agents auxiliaires de police ne peuvent être recrutés que soit comme statutaires, soit comme temporaires tel que décrit ci-avant. Il est donc évident que ces temporaires ne pourront être engagés que sous contrat à durée déterminée ou pour un travail nettement défini tel que prévu à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Le recrutement d'agents auxiliaires contractuels autres que ceux mentionnés au point IV est donc exclu.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,
L. Tobback.

De formatie van hulpagenten van politie staat totaal los van de basisformatie van de politieagenten, waarvan het aantal betrekkingen bepalend is voor het aantal betrekkingen in de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie.

Dit aantal beïnvloedt evenmin de berekening van het aandeel in de financiële tegemoetkomingen die aan de gemeenten worden toegekend in toepassing van het koninklijk besluit (II) van 27 september 1989 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten financiële hulp van de Staat kunnen krijgen voor de uitrusting van hun politiekorps.

IV. Aanwerving van tijdelijke hulpagenten van politie.

De gemeenten die tijdens het toeristisch seizoen hun bevolkingscijfer in belangrijke mate zien toenemen, zullen tijdelijke hulpagenten kunnen aannemen voor de duur van maximaal 4 maanden. De aanwerving van dit tijdelijk personeel moet worden verantwoord door de toename van het bevolkingscijfer, vastgesteld in de loop van het toeristisch seizoen van de laatste jaren.

Ook de gemeenten die ingevolge buitengewone evenementen die langer duren dan 4 maanden een belangrijke toename van bezoekers op hun grondgebied voorzien kunnen voor de duur van dit evenement tijdelijke hulpagenten aannemen.

Inzake de aanwervingsvoorwaarden en -procedure voor deze tijdelijke hulpagenten acht ik het noodzakelijk dat de bepalingen worden nageleefd ingesteld bij het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming tot hulpagent van politie, inzonderheid deze betreffende het volgen van de opleiding, bedoeld in artikel 5, § 2, en artikel 6, en het slagen voor het desbetreffende examen.

Een praktische stage zoals omschreven in artikel 5, § 3, van het besluit dient daarentegen niet verplicht te worden gesteld, gelet op de korte periode van tewerkstelling en aangezien deze stage vooral wordt opgelegd met het oog op een vaste benoeming.

Tevens dienen de tijdelijke hulpagenten van politie geïnformeerd te worden. Het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende vaststelling van het uniform van de hulpagenten van politie is integraal van toepassing op de tijdelijke hulpagenten.

Tenslotte wens ik er de aandacht op te vestigen dat hulpagenten van politie slechts kunnen worden aangeworven hetzij als statutair personeel, hetzij als tijdelijke hulpagent zoals hier omschreven. Het spreekt vanzelf dat deze tijdelijken enkel kunnen worden aangeworven met een contract voor een bepaalde tijd of voor een duidelijk omschreven werk zoals voorzien in artikel 7 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. De aanwerving van contractuele hulpagenten, andere dan deze bedoeld in punt IV is dan ook uitgesloten.

Ik verzoek U, Mijnheer de Gouverneur, in het Bestuursmemoriaal de datum aan te geven waarop deze omzendbrief werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Ambtenarenzaken,
L. Tobback.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Office belge de l'Economie et de l'Agriculture
Délégation de pouvoirs

Conformément à l'article 5 du règlement d'ordre intérieur établi en vertu de l'arrêté royal du 26 mars 1988, qui fixe les règles de fonctionnement de l'O.B.E.A., le conseil d'administration a arrêté comme suit en sa séance du 9 décembre 1992 la liste mise à jour des fonctionnaires habilités à engager l'Office, à partir du 1er janvier 1993 :

1. M. Francis Delvaux, directeur général, fonctionnaire dirigeant du secteur « Produits industriels agricoles et alimentaires »;
2. X., inspecteur général, fonctionnaire dirigeant du secteur « Economie industrielle », fonction exercée temporairement par M. F. Delvaux;
3. M. Roland Danneels, ingénieur en chef-directeur;
4. M. René Rimbart, inspecteur en chef-directeur;
5. M. Luc Lemahieu, ingénieur en chef-directeur;
6. Mme Anne-Marie Wouters, ingénieur en chef-directeur;
7. M. Marc Buyse, conseiller adjoint;
8. M. Piet Gielen, conseiller adjoint.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw
Machtigingen

In overeenstemming met het bepaalde in artikel 5 van het huiselijk reglement dat werd opgesteld krachtens het koninklijk besluit van 26 maart 1988 tot vaststelling van de regels voor de werking van de B.D.B.L., bepaalde de raad van beheer, tijdens zijn op 9 december 1992 gehouden zitting, als volgt de bijgewerkte lijst van de ambtenaren die ertoe gemachtigd zijn de dienst rechtsgeldig te binden, vanaf 1 januari 1993 :

1. de heer Francis Delvaux, directeur-generaal, leidend ambtenaar van de sector « Landbouw- en Voedingsproducten en -industrie »;
2. X., inspecteur-generaal, leidend ambtenaar van de sector « Industrieel bedrijfsleven » (dit ambt wordt voorlopig door de heer F. Delvaux uitgeoefend);
3. de heer Roland Danneels, hoofdinspecteur-directeur;
4. de heer René Rimbart, hoofdinspecteur-directeur;
5. de heer Luc Lemahieu, hoofdinspecteur-directeur;
6. Mevr. Anne-Marie Wouters, hoofdinspecteur-directeur;
7. de heer Marc Buyse, adjunct-adviseur;
8. de heer Piet Gielen, adjunct-adviseur.